
M.E.S., Numéro 144, Novembre – Décembre 2025

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, novembre - décembre 2025

POURQUOI LES UNIVERSITES DE LA RD CONGO N'EMERGENT PAS DANS LES CLASSEMENTS DE TOP 100 MEILLEURES D'AFRIQUE ?

Résilience et leur d'espoir par et pour l'Université de Kinshasa

par

Sylvain SHOMBA KINYAMBA

Professeur Ordinaire, Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa, Membre titulaire de l'ACCOS

Résumé

L'analyse des classements universitaires montre que ces dispositifs poursuivent des missions essentielles : promouvoir l'excellence académique, comparer les performances institutionnelles, éclairer les politiques publiques, renforcer l'attractivité internationale et informer les usagers, notamment étudiants et employeurs. Les principales plateformes mobilisées – QS, THE, Shanghai-ARWU, Webometrics, U-Multirank, CWUR et plus récemment EduRank – se fondent sur des méthodologies combinant des indicateurs quantitatifs (production scientifique, citations, collaboration internationale, visibilité numérique) et qualitatifs (réputation académique, gouvernance, éthique universitaire et qualité de l'enseignement).

La présente étude souligne que les universités de la République démocratique du Congo sont durablement pénalisées par un contexte de sous-financement chronique, l'absence de subventions publiques, un mode d'autofinancement fragile, des infrastructures délabrées, un accès limité au numérique et une production scientifique faible. S'y ajoutent une gouvernance centralisée et politisée, un déficit d'autonomie universitaire, la rareté des partenariats internationaux, la faible mobilité professorale, des conditions pédagogiques difficiles et une instabilité institutionnelle et socio-économique qui perturbe le fonctionnement du secteur.

La disjonction de facteurs structurels, institutionnels et conjoncturels explique l'absence historique des universités congolaises parmi les meilleures institutions africaines, malgré une amélioration récente de l'Université de Kinshasa. Celle-ci, notamment grâce à l'indexation de certaines revues scientifiques nationales et aux réformes issues des États généraux de 2021, a progressé dans le classement EduRank en se positionnant d'abord à la 62^{ème} en 2022 et, ensuite, à la 46^e place en 2025. Toutefois, cette émergence demeure fragile et demande une consolidation structurelle, financière et académique pour être durable.

Mots-clés : RD Congo, émergence, classements top 100, Afrique, résilience, leur d'espoir, Université de Kinshasa

Abstract

The analysis of university rankings shows that these systems pursue essential missions: promoting academic excellence, comparing institutional performances, informing public policies, enhancing international attractiveness, and informing users, particularly students and employers. The main platforms mobilized – QS, THE, Shanghai-ARWU, Webometrics, U-Multirank, CWUR, and more recently EduRank – are based on methodologies combining quantitative indicators (scientific production, citations, international collaboration, digital visibility) and qualitative indicators (academic reputation, governance, academic ethics, and teaching quality).

This study highlights that the universities of the Democratic Republic of Congo are chronically penalized by a context of chronic underfunding, the absence of public subsidies, a fragile self-financing model, dilapidated infrastructure, limited digital access, and low scientific output. In addition, there is centralized and politicized governance, a lack of university autonomy, a scarcity of international partnerships, low professorial mobility, difficult pedagogical conditions, and institutional and socio-economic instability that disrupts the functioning of the sector.

The disjunction of structural, institutional, and cyclical factors explains the historical absence of Congolese universities among the best African institutions, despite a recent improvement in the University of Kinshasa. This, notably thanks to the indexing of certain national scientific journals and the reforms resulting from the 2021 General States, has progressed in the EduRank ranking, first positioning itself at 62nd in 2022 and then at 46th place in 2025. However, this emergence remains fragile and requires structural, financial, and academic consolidation to be sustainable.

Keywords : DR Congo, emergence, top 100 rankings, Africa, resilience, glimmer of hope, University of Kinshasa

INTRODUCTION

Depuis une vingtaine d'années, les classements internationaux d'universités se sont imposés comme un véritable dispositif de gouvernement de l'enseignement supérieur à travers l'Afrique et le monde. En hiérarchisant les établissements sur la base d'indicateurs standardisés (volumes de publications et de citations, attractivité des étudiants internationaux, ressources financières, réputation académique), ces rankings orientent les politiques publiques, redéfinissent les ambitions institutionnelles

et reconfigurent les imaginaires de l'excellence universitaire à l'échelle mondiale.¹ Les débats qu'ils suscitent sont nourris : s'ils offrent des repères de comparaison, ils contribuent aussi à légitimer certaines formes de savoirs, de langues et de modèles organisationnels au détriment d'autres, en renforçant les asymétries entre centres et périphéries académiques.

Les universités africaines occupent une place ambivalente dans cette géographie des classements. D'un côté, plusieurs travaux soulignent leur difficulté à "performer" dans des rankings fondés sur des ressources lourdes (financement de la recherche, infrastructures sophistiquées, capacité d'édition scientifique, internationalisation des équipes), souvent calibrés sur les normes des systèmes nord-américains et européens.² De l'autre, on observe depuis quelques années une progression de certaines universités africaines – notamment sud-africaines, égyptiennes, marocaines, kenyanes ou nigérianes – qui parviennent à se hisser dans les Top 500 mondiaux et les premières places continentales, portant l'espoir d'un repositionnement de l'Afrique dans la cartographie globale de l'enseignement supérieur.³

Dans ce paysage en recomposition, les universités de la RD Congo demeurent en situation de marginalité statistique, malgré leur poids historique, démographique et symbolique dans la formation des élites du pays et de la région.

La question centrale de cet article prend appui sur ce paradoxe : Pourquoi les universités de la RD Congo peinent-elles à émerger dans les classements des 100 meilleures d'Afrique, alors même que certaines d'entre elles, au premier rang desquelles l'Université de Kinshasa (Unikin), jouent un rôle structurant dans l'espace académique national et régional ?

En guise de présupposé, pour nous, dans le cas congolais, la faible présence dans les Top 100 africains ne renvoie donc pas uniquement à un "retard" intrinsèque, mais à l'articulation complexe entre la configuration du système d'enseignement supérieur et les grilles de visibilité imposées par les rankings.

L'objectif général de ce travail est ainsi d'analyser les raisons de la faible émergence des universités congolaises dans les classements africains, en prenant l'Unikin comme entrée empirique pour documenter à la fois les blocages structurels et les dynamiques de résilience.

La démarche méthodologique adoptée combine, d'une part, une analyse documentaire et statistique secondaire des données de classement des universités congolaises (positions, évolutions, indicateurs mobilisés) dans différents palmarès entre 2015 et 2025, et, d'autre part, une étude de cas sur l'Unikin. Cette étude de cas s'appuie sur les informations disponibles dans les rapports institutionnels de l'Unikin, les communiqués de la tutelle, les bases de données bibliométriques et, le cas échéant, des entretiens exploratoires avec des acteurs académiques impliqués dans la gestion de la recherche (Secrétariat Général à la Recherche, décanat, centres de recherche,...).

Enfin, l'article est structuré en quatre temps. Le premier point expose les logiques et effets des classements universitaires dans l'espace africain et mondial, en mettant en évidence leurs présupposés et leurs limites. Le deuxième inventorie les traits majeurs qui marquent les prestations et dégage une cartographie récente du positionnement des universités congolaises dans les top 100 africains. Le dernier point discute les conditions d'une stratégie réaliste d'émergence dans les classements – pour l'Unikin et, au-delà, pour l'ensemble du système congolais d'enseignement supérieur –, en articulant la recherche de visibilité internationale à la mission sociale et au rôle public des universités en RDC. C'est dans cet espace étroit, entre contraintes structurelles et marges d'action, que se joue la possibilité d'une véritable "résilience et leur d'espoir par et pour l'Unikin".

I. LES CLASSEMENTS UNIVERSITAIRES ET LEURS EFFETS EN AFRIQUE ET AU MONDE

1.1. Historique

L'établissement des palmarès des universités est une réalité toute récente. Lancées juste au début de la décennie 2 000, les initiatives des classements de ces institutions savantes se sont rapidement multipliées, au point de constituer aujourd'hui, un écosystème concurrentiel structuré autour de plusieurs dispositifs dominants.

Parmi les plus connus, dans l'ordre d'audience, on retrouve : QS World University Rankings (2004) ; Times Higher Education World University Rankings (2005) ; Academic Ranking of World Universities dit "classement de Shanghai" (2003), U-Multirank (sd), The Center for World University Rankings

¹ J. SALMI, *The Challenge of Establishing World-Class Universities*, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2009.

² A. NDOFIREPI, « Les universités africaines dans un classement mondial : légitimation des hiérarchies du savoir ? », in *Journals.co.za*, University of Johannesburg

³ P. BATY, Les universités africaines grimpt en puissance dans les classements mondiaux, 18 avril, 2023

(CWUR/sd)) ainsi qu'une série de rankings alternatifs axés sur la visibilité web (Webometrics/sd), la performance scientifique (Scimago/sd) ou des approches composites (UniRank/2018, EduRank/sd))⁴, etc.

1.2. Logiques et indicateurs de classement

Ces classements mobilisent des indicateurs composites qui agrègent, selon des pondérations variables, des dimensions telles que : la production de publications et de citations indexées, la réputation académique mesurée par enquêtes, le ratio étudiants/enseignants, les revenus de recherche, l'ouverture internationale (étudiants et enseignants étrangers), ou encore la visibilité en ligne des établissements. THE, par exemple, utilise treize indicateurs regroupés en cinq grandes familles (enseignement, recherche, citations, revenus de l'industrie, internationalisation), tandis que QS s'appuie sur six dimensions, dont la réputation académique, la réputation auprès des employeurs et l'impact des citations.

Au-delà de ces "grands" palmarès globaux, d'autres classements jouent un rôle important pour la visibilité des universités africaines. Le Webometrics Ranking of World Universities, mis en place par le Cybermetrics Lab (CSIC) en 2004, évalue principalement la présence et l'impact web des institutions via des indicateurs de pages, de "rich files", de liens externes et de publications accessibles, combinant désormais des données webométriques et bibliométriques.⁵ De son côté, EduRank revendique une approche fondée sur trois dimensions : performance de recherche, impact des anciens et notoriété non académique, à partir de millions de citations et de bases de données bibliographiques, tout en se présentant comme une réponse aux biais reprochés à d'autres classements.

Ces dispositifs reposent donc sur une même logique : produire un chiffre unique (le rang) à partir d'une multitude de données hétérogènes, afin de rendre comparables des institutions extrêmement diverses. La force symbolique de ce chiffre tient à sa simplicité - comme le soulignent Hazelkorn ou Tilak, une université est "bien classée" ou "mal classée" - alors même que les réalités sous-jacentes sont complexes.⁶ C'est cette apparente évidence du rang qui donne aux classements une grande puissance performative, en particulier dans les politiques d'enseignement supérieur.

1.3. Fondements des classements des universités africaines

La hiérarchie des universités africaines dans les "Top 100" n'est pas du tout aléatoire : elle reflète un mélange de richesse économique des pays, une histoire universitaire élitiste, une puissance de recherche scientifique, etc.

En Afrique, dans ce registre, il se dessine clairement une hiérarchie en trois cercles : le centre, le médium et la périphérie. Dans cet article, c'est le centre, c'est-à-dire l'élite qui a attiré notre meilleure attention. Cette distinction tient à une série de variables parmi lesquelles citons :

- les richesses du pays et la politique de financement de la recherche (laboratoires coûteux, gros budgets de recherche, bibliothèques, abonnements à des bases de données, salaires attractifs pour retenir les chercheurs, etc.);
- l'ancienneté et la densité des écosystèmes universitaires (disposant de grands centres de recherche, hôpitaux universitaires, parcs scientifiques, ancrées dans des réseaux internationaux depuis longtemps) ;
- les stratégies nationales et institutionnelles "pro-classements" (des politiques explicites de soutien à la recherche, d'internationalisation et de suivi d'indicateurs de performance ; mis en place par certaines universités des unités internes "rankings" chargées de renseigner les données, suivre les scores, soutenir les chercheurs pour publier dans des revues indexées)

Ces stratégies font que, d'année en année, on voit toujours les mêmes pays consolider leur présence dans le Top 100 africain, occupant la tête (de 1^{ère} à la 30^{ème} places) tandis que d'autres restent quasi invisibles ou jouent à l'éclipse. Le tableau qui suit illustre de manière patente, notre propos sur les meilleures classées des universités d'Afrique.

⁴ https://www.timeshighereducation.com/world-university-rankings?utm_source

⁵ https://gropedia.com/page/Webometrics_Ranking_of_World_Universities?utm

⁶ ZOLJARGAL DEMBERELDORJ, « Review on the Impact of World Higher Education Rankings : Institutional Competitive Competence and Institutional Competence », in *International Journal of Higher Education*, Vol. 7, No. 3; 2018

N°	Dénomination de l'université	Pays	Budget (\$ us) annuel
01	Université du Cap Town	Afrique du sud	497.198.380,22
02	Université du Witwatersrand	Afrique du sud	685.453.796,32
03	Université de Pretoria	Afrique du sud	862.779.472,05
04	Université de Stellenbosch	Afrique du sud	501.265.125,76
05	Université du Caire	Egypte	4.217.887,65
06	Université du Kwazulu-Natal	Afrique du sud	-
07	Université de Johannesburg	Afrique du sud	514.058.704,97
08	Université de Mansoura	Egypte	-
09	Université d'Alexandrie	Égypte	--
10	Université du Western Cape	Afrique du sud	

Source : classement Webometrics, 2025

II. TRAITS MAJEURS DE PRESTATIONS ET CARTOGRAPHIE RECENTE DU POSITIONNEMENT DES UNIVERSITES CONGOLAISES DANS LES TOP 100 AFRICAINS

2.1. Traits majeurs de prestations des universités en RD Congo

Dans ce deuxième point qui commence, se trouve exposée la disjonction entre les facteurs structurels, institutionnels et conjoncturels qui explique le manque de compétitivité des universités congolaises.

2.1.1. Déficit d'investissement public dans l'enseignement supérieur et universitaire

- la RDC consacre 1 à 2% seulement de son budget national à l'ESU. Pire encore, les universités publiques n'ont plus été subsidiées depuis plusieurs années ;
- elles fonctionnent en mode d'autofinancement reposant essentiellement sur les frais académiques payés par les étudiants. Pire encore, le ministère de l'ESU, le Conseil d'administration des universités publiques, la commission permanente des études, ponctionnent sur cette caisse alimentée par les étudiants ;
- cela réduit substantiellement ce qui reste à chaque université. D'où, notamment :
 - des infrastructures insuffisantes et délabrées ;
 - des laboratoires inexistantes ou obsolètes ;
 - des bibliothèques très peu à jour ;
 - une connexion Internet aléatoire.

2.1.2. Insuffisance de la recherche scientifique

- nombre insignifiant de revues indexées et faible production d'articles ;
- absence de culture de recherche structurée et tendance à n'assurer que la promotion académique de l'auteur au détriment des débats qui promeuvent la science.

2.1.3. Gouvernance universitaire hypothétique

- gestion centralisée et politisée ;
- absence de systèmes modernes de gouvernance (numérisation, audit interne et externe, ...) ;
- pratique élevée de clientélisme dans les nominations, ce qui décourage la performance ;
- faible autonomie académique et financière des universités ;

- cadre réglementaire encore instable et ses dispositions se trouvent souvent violées par l'autorité gouvernementale.

2.1.4. Faible attractivité internationale

- peu d'accords de co-diplômation ou de cotutelle ;
- faible mobilité professorale ;
- peu de publications en collaboration internationale (très déterminantes dans les classements) ;
- image institutionnelle faible ;
- faible présence numérique (sites web non mis à jour, données insuffisantes disponibles en ligne).

2.1.5. Instabilité institutionnelle et socio-économique

- perte incessante du pouvoir d'achat du personnel académique, scientifique et administratif face à la non indexation des émoluments. Ce qui démobilise ces prestataires ;
- pauvreté des étudiants, manque de soutien social (bourses, restauration, logement, transport) ;
- environnements socio-politiques marqués par des grèves, tensions, perturbations, affectent la conduite normale des établissements de l'ESU.

Tout cela a eu pour conséquence qu'en 2018, spécifiquement, UniRanking soit allé jusqu'à répertorier 200 meilleures universités africaines sans qu'une seule université de la RD Congo, n'ait pointé son nez. Cette absence totale souligne le degré extrême de marginalisation statistique des universités congolaises dans l'espace africain des rankings.

2.2. Cartographie récente du positionnement des universités congolaises

Si l'on met en regard plusieurs dispositifs de classement, un constat s'impose : les universités congolaises se situent à la marge des élites académiques africaines, et ne s'installent que très rarement, et de manière fragile, dans le Top 100 continental.

Dans le classement EduRank 2025, qui agrège performance scientifique, réputation non académique et impact des alumni, l'Université de Kinshasa est classée 1^{er} en RDC, 46^e en Afrique et 2344^e dans le monde. L'Université de Lubumbashi occupe la 2^e place nationale, 75^e en Afrique et 3199^e au niveau mondial, tandis que l'Université de Kisangani est 3^e en RDC, 103^e en Afrique et 3645^e au monde. (edurank.org) Ces chiffres confirment l'émergence d'un petit noyau d'universités congolaises visibles à l'échelle africaine, mais encore loin des premiers rangs.

Autrement dit, même dans un classement relativement inclusif (Afrique de l'Est) comme EduRank, la présence congolaise reste minoritaire et reléguée dans la seconde moitié du Top 100 africain. Cela signifie que les universités congolaises sont, au mieux, présentes à la marge inférieure du Top 100 dans certains classements, absentes dans les plus exigeants et jamais installées dans le peloton de tête.

III. UNIVERSITE DE KINSHASA : UNE EXCEPTION TOUTE RECENTE, A CONSOLIDER

3.1. Soubassement de la synergie récente de l'Université de Kinshasa dans le registre de palmarès continental

Les dispositions règlementaires en matière de compétitivité scientifique des universités congolaises sont déjà présentes dans la réforme de 1971. Une décennie plus tard, soucieux de planifier la compétitivité scientifique de l'Université Nationale du Zaïre (Unaza), le gouvernement a institué un Outil d'Inventaire et de Planification de la Recherche (OIPR). Celui-ci est une plateforme de collecte, d'analyse, de gestion et de diffusion des informations pertinentes sur la recherche à l'université congolaise. L'inventaire à effectuer porte sur les chercheurs, les centres et laboratoires de recherche, les projets de recherche, les thématiques de recherche, les mobilités internationales des chercheurs, la formation au troisième cycle et les axes de recherche transversaux de l'université.⁷ Malheureusement, ces dispositions sont restées inexploitées pendant plusieurs décennies.

C'est dans le sillage des retombées des travaux des Etats Généraux de l'Enseignement Supérieur et Universitaire organisés en 2021, à Lubumbashi, que l'impulsion grâce à laquelle l'Unikin qui a été responsabilisée en tant qu'établissement d'avant-garde, s'est obligée, sans délai, de passer à l'action de valorisation de la recherche scientifique. En effet, ces Etats généraux ont débouché sur 329 résolutions et recommandations, qui ont été, dans la suite, adoptées par le gouvernement en Conseil des ministres le 15 octobre 2021. Pour rester sur le lit de la présente réflexion, lisons l'instruction académique 023 qui stipule ce qui suit :

⁷ <https://oiipr.net/>

- l'inversion de la trilogie "Enseignement – Recherche – Service à la communauté" en "Recherche – Enseignement – Service à la communauté", en vue de placer la recherche au centre de la mission universitaire ;
- le renforcement de l'assurance qualité (ANAQ-ESU, évaluation régulière des programmes, contrôle de la qualité des enseignements) ;
- le développement de la coopération scientifique et des partenariats (cotutelles, co-diplomation, accords avec des universités étrangères, liens avec les entreprises).

Dans le cadre de l'OIPR, à l'Unikin, ces instructions sont, depuis lors, gérées par la Cellule d'Appui à la Recherche (CAR), structure fonctionnant sous l'autorité du Secrétariat Général à la Recherche, sert d'outil d'aide à la prise de décisions dans le secteur de la recherche. Ce, en ce qui concerne notamment l'organisation des activités de recherche, le ranking des chercheurs et des facultés et l'orientation des chercheurs de l'Unikin vers les partenariats ciblés avec des chercheurs et universités du Nord et du Sud.

A partir de 2021, grâce aux informations recueillies par l'OIPR, le Secrétariat Général à la Recherche de l'Unikin produit des statistiques sur les activités de recherche ; produit et publie des documents d'information sur la recherche ; élabore et/ou actualise le plan stratégique de la recherche ; crée le dépôt institutionnel et recherche les sources de financement de la recherche, etc.⁸

3.2. Production scientifique, indexation internationale et effets sur les classements de l'Unikin

La détermination depuis 2021, du Secrétariat Général à la Recherche au travers de sa CAR, dans la matérialisation des options levées par les états généraux de l'ESU, s'inscrivant dans les perspectives de l'OIPR a fini par faire positionner l'Unikin, d'abord en 2022, puis en 2025, dans le Top 100 des meilleures universités africaines.

Toutefois, ces classements reposent essentiellement sur la production et la visibilité scientifique, la position de cette université reflète aussi des dynamiques de publication et d'indexation encore en construction. Il convient de préciser à cet effet que :

- le jaillissement de l'Unikin en 2022, a été acté à la 62^{ème} place sur 1.104 universités africaines coachées par EduRank⁹ ; sous l'impulsion du Professeur Antoine Tshimpi Yaba, 1^{er} Secrétaire Général à la Recherche ;
- après une brève éclipse, cette université réapparaît chez le même classeur, cette fois-ci, à la 46^{ème} place, en 2025, sur le même nombre d'universités en compétition ; avec à son actif, 6.342 publications scientifiques et 81.719 exploitations (citations) à travers le monde ; sous l'ardeur de la Professeure Marie-Claire Yandjo, Secrétaire Général à la Recherche en exercice.

Il s'agit d'une prouesse qui honore l'ensemble d'universités congolaises et le pays tout entier. Cependant, il importe de souligner que cette présence de l'Unikin au palmarès africain reste tardive, fragile et pas du tout située dans le cercle d'élite (sommet). Bien plus, l'Unikin doit s'efforcer pour s'affranchir d'une émergence qui n'est actée, jusque-là, que par une maison de Ranking encore en quête de sa propre notoriété (EduRank). Son rêve doit être celui de se faire afficher dans les rétroviseurs des maisons les mieux cotées dans ce domaine (QS World University Rankings, Times Higher Education (THE) World University Rankings, Shanghai Ranking, etc.). Cela n'arrivera qu'à la suite d'une conjugaison favorable de facteurs structurels, institutionnels et conjoncturel.

CONCLUSION

La faible émergence des universités de la RD Congo dans les classements des Top 100 africains s'explique par un enchevêtrement de contraintes structurelles durables. Sous-financement chronique de l'enseignement supérieur, infrastructures délabrées, recours massif à l'autofinancement par les frais académiques, surcharge des effectifs, faible accès au numérique, gouvernance centralisée et politisée, faible indexation internationale de la production scientifique : autant de facteurs qui limitent la compétitivité des institutions congolaises dans un espace académique africain de plus en plus régulé par les rankings. Dans ces conditions, les universités congolaises se situent principalement dans la périphérie : peu présentes, tardivement visibles et rarement stabilisées dans les premières tranches des classements.

Dans ce paysage, l'Université de Kinshasa apparaît comme une lueur d'espoir, mais encore fragile. Son entrée récente et sa progression dans un classement comme EduRank témoignent d'un début de repositionnement lié à plusieurs dynamiques : impulsion des États généraux de l'ESU de 2021, mise en

⁸ <https://oipr.net/>

⁹ Cette maison de classement des institutions universitaires est de création récente, encore en quête de notoriété, donc pas n'a pas encore marqué les esprits.

avant de la recherche dans la trilogie “Recherche – Enseignement – Service à la communauté”, structuration d’outils internes de pilotage scientifique (tels que l’OIPR et la Cellule d’Appui à la Recherche) et amélioration de la collecte et de la valorisation des données de recherche. Ces avancées montrent qu’un travail sur les instruments, les règles internes et les partenariats peut produire des effets visibles, même dans un environnement très contraint, mais elles restent pour l’instant limitées à quelques indicateurs et à un nombre restreint de classements.

Le véritable enjeu, dès lors, n’est pas de “courir derrière les classements” mais de les utiliser comme outils de diagnostic et de plaider en faveur d’un relèvement du financement public, d’une modernisation des infrastructures, d’une gouvernance plus professionnelle et d’un soutien structuré à la publication et à l’internationalisation. La trajectoire récente de l’Unikin peut être lue comme une expérience pilote : elle suggère qu’il est possible de renforcer la visibilité scientifique sans renoncer à la mission sociale des universités congolaises. À condition que l’État assume davantage son rôle de garant de l’autonomie et des moyens, et que les établissements se saisissent des réformes en cours, la “résilience et lueur d’espoir par et pour l’Université de Kinshasa” pourra dépasser la métaphore pour devenir un levier de reconfiguration du système congolais d’ESU dans la compétition académique africaine et mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTBACH, P. G., REISBERG, L., & RUMBLEY, L. E., *La route vers l'excellence académique : la création d'universités de recherche de classe mondiale*. Washington, DC : Banque mondiale, 2011.
- ANDOH, H. F., Recherche : La « mission perdue » des universités africaines. In *Enseignement supérieur international*, n°91, 2017.
- CLOETE, N., MAASSEN, P., & BAILEY, T. (dir.), *Production de connaissances et fonctions contradictoires dans l'enseignement supérieur africain*. Le Cap : African Minds, 2015.
- HAZELKORN, E., « La mondialisation et la course à la réputation », in *Les classements et la refonte de l'enseignement supérieur : la bataille pour l'excellence de classe mondiale*. Palgrave Macmillan, 2011.
- HAZELKORN, E., *Classements et remodelage de l'enseignement supérieur : la bataille pour l'excellence de classe mondiale* (2e éd.). Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015.
- JOWI, J. O., Développements récents dans l’enseignement supérieur en Afrique, in *Journal of International Cooperation in Education*, 26(1), 2024, pp. 34-52.
- KIRAKA, R., MARINGE, F., & MOGAJI, E. (). Classements universitaires et systèmes de classement en Afrique : perspectives émergentes, défis et opportunités. Dans E. Mogaji, F. Maringe & R. Hinson (dir.), *Comprendre le marché de l'enseignement supérieur en Afrique*. Routledge, 2020.
- NDOFIREPI, A., Les universités africaines à l’échelle mondiale : légitimation des hiérarchies de connaissances ? in *Revue sud-africaine de l'enseignement supérieur*, 31(1), 2017, pp.155-174.
- SALMI, J., *Le défi de la création d'universités de classe mondiale*. Washington, DC : Banque mondiale, 2009.
- SHOMBA KINYAMBA, S., *La tropicalisation de la ville et de l'université de Kinshasa. Décryptage des réponses populaires*, Paris, L’Harmattan, 2025.
- SHOMBA KINYAMBA, S., *Une critique de l'université congolaise par l'université. Reculade scientifique et marchandisation des patrimoines*, Paris, L’Harmattan, 2024.
- SHOMBA KINYAMBA, S., *Université de Kinshasa : un site académique ou une « colline » d'enjeux de luttes ?*, Kinshasa, éd. M.E.S., 2008.